



LE CCE DE FRANCE TÉLÉVISIONS SOUTIENT RFI

Le combat que mènent les salariés de Radio France Internationale pour l'existence même de cette radio de Service Public est exemplaire.

Après 50 jours de grève, aucune négociation digne de ce nom n'a été entamée.

La Direction continue à vouloir supprimer 206 emplois soit environ 20% des effectifs.

Aucune raison à cette saignée qui signifie à terme le démembrement de RFI.
En fait c'est l'Etat qui licencie dans le Service Public au bénéfice du développement du privé.

Les élus et représentants syndicaux (CGT, CFDT, SNJ, SUD, CGC, FO, CFTC) du CCE transitoire de France Télévisions apportent tout leur soutien aux personnels en grève à RFI et appuient leur demande d'un médiateur.

Ils rappellent que la situation de France Télévisions est également précaire depuis la loi du 5 mars 2009 voulue par l'Elysée.

Paris, le 1^{er} juillet 2009